



Formulaire CH@WORLD: A754

Représentation suisse à: PRAGUE	
Pays: République tchèque	Date de la dernière mise à jour: 29.06.2021

Rapport économique

Le choc exogène COVID-19 a bien évidemment influé sur l'économie et, de manière générale, sur la société tchèque. Les mesures pour la protection de la population et la préservation du système de santé ont induit une contraction du produit intérieur brut de 5.6%. Une dette publique relativement faible, un secteur bancaire sain, un faible taux de chômage et un secteur industriel solide sont les éléments subjacents à la bonne résilience du pays face à ce choc.

La baisse des incertitudes concernant les perspectives économiques devrait induire les entreprises à réaliser des investissements et pousser à la hausse la consommation des ménages. De plus, le plan de relance de l'UE rendra disponibles d'importants moyens financiers additionnels. La Tchéquie a ainsi le potentiel de demeurer un partenaire économique important de la Suisse en Europe centrale.

Quelques indicateurs macroéconomiques

	2020	2021 (p.)	2022 (p.)
PIB (Mrd. USD)	241	276	297
Chômage (%)	2.7%	3.4%	3.2%
Inflation (%)	3.2%	2.3%	2.0%
Dette publique (% du PIB)	37.6%	44.0%	48.0%

IWF, World Economic Outlook (April 2021)

TABLE DES MATIERES

0	Executive Summary.....	2
1	Problèmes et enjeux économiques	3
1.1	Relance économique	4
1.2	Enjeux à moyen-long terme.....	6
2	Accords internationaux et régionaux économiques	7
2.1	Politique, priorités du pays.....	7
2.2	Perspectives pour la Suisse	7
3	Commerce extérieur	8
3.1	Evolution et perspectives générales.....	8
3.1.1	Commerce de marchandises.....	8
3.1.2	Commerce de services.....	9
3.2	Commerce bilatéral avec la Suisse	10
3.2.1	Commerce de marchandises bilatéral.....	10
3.2.2	Commerce de services bilatéral	10
4	Investissements directs	11
4.1	Evolution et perspectives générales.....	11
4.2	Investissements bilatéraux	12
5	Promotion commerciale, économique et touristique	13
5.1	Instruments de la promotion économique extérieure	13
5.2	Intérêt de la République tchèque pour la Suisse.....	13
	Annexes.....	14

0 Executive Summary

Comparer les données macroéconomiques de 2020 avec celles des années précédentes ne fait bien évidemment pas de sens en raison du choc exogène sur l'économie, et de manière générale sur la société tchèque, induit par la pandémie COVID-19. Néanmoins, ces données livrent des informations utiles sur la résilience du «système Tchéquie» face à une crise d'ampleur mondiale. La contraction du Produit intérieur brut (PIB) de 5.6%¹, bien qu'étant le plus fort ralentissement économique depuis la création de l'État tchèque en 1993, a été moins sévère que les prévisions d'avril 2020. De même manière, le taux de chômage à 2.7%² est inférieur au 4% qui était attendu.

Les mesures pour la protection de la population et la préservation du système de santé ont eu, comme partout ailleurs, des effets sur le fonctionnement de l'économie nationale. Si les secteurs du commerce de détail et des services ont d'emblée été touchés par la crise, les difficultés dans les chaînes d'approvisionnement et la baisse de la demande ont fini par affecter également la majeure partie de l'économie. L'allègement des mesures de protection et la forte reprise industrielle sont de bon augure pour le 2^{ème} semestre 2021 pourvu que la situation épidémiologique ne se dégrade subitement.

Une dette publique relativement faible, un secteur bancaire sain, un faible taux de chômage et un secteur industriel solide sont les éléments subjacents à la bonne résilience du pays au choc COVID-19. La bonne situation des finances publiques a permis au gouvernement d'adopter une série de mesures pour atténuer l'impact socio-économique de la pandémie. Il s'agissait en premier lieu de préserver l'emploi et de soutenir les entreprises particulièrement frappées du secteur des services.

La République tchèque a été en mesure d'attirer d'importants volumes d'investissements étrangers (FDI) par la mise en place d'incitations à l'investissement depuis 1998. Lesdites incitations se déclinent sous diverses formes telles que l'allègement fiscal, le soutien financier à la formation ou encore la cession de terrains à des prix favorables. Sa position géographique, une infrastructure relativement bonne, son intégration dans la chaîne de production d'Europe centrale, la bonne disponibilité pour l'approvisionnement local et les incitations à développer encore la R&D ne sont que quelques avantages offerts par la Tchéquie où les investissements se sont généralement révélés très profitables. Par ailleurs, le stock des investissements suisses au 31.12.2020 était de plus de CHF 6 milliards. La COVID-19 n'a pas affecté ces conditions cadres comme l'augmentation du stock FDI peut l'indiquer.

La COVID-19 a eu un impact important sur le commerce extérieur de la République tchèque en 2020, aussi bien les exportations que les importations ont diminué. La balance commerciale a recelé un excédent record découlant principalement du ralentissement significatif des importations.

Le commerce bilatéral de marchandises avec la Suisse a connu un développement positif durant les dernières années. Sans surprise, l'année 2020 s'inscrit en porte-à-faux de ce développement positif puisqu'aussi bien les exportations que les importations ont diminué par rapport à l'année précédente. Selon les données de l'administration fédérale des douanes, les exportations de Suisse vers la République tchèque ont diminué de 8.9%, le volume se chiffrant à CHF 1'679 millions. Les importations pour une valeur de CHF 2'504 sont en diminution de 9.1%. La balance commerciale négative de la Suisse avec la Tchéquie diminue légèrement, en passant d'un déficit de CHF 914 millions en 2019 à CHF 825 millions en 2020. Les traits distinctifs du Swiss made - qualité, précision, haute technologie entre autres - sont les avantages comparatifs permettant aux biens suisses de rester compétitifs.

Cette crise a déployé, déploie et déploiera ses effets sur plusieurs mois, voire années. La reprise de l'économie européenne est essentielle pour la Tchéquie dont l'économie est tournée vers l'extérieur. La croissance tchèque ante-COVID était principalement portée par une consommation interne solide et les investissements. La baisse des incertitudes concernant les perspectives économiques devrait induire les entreprises à réaliser des investissements et pousser à la hausse la consommation des ménages. De plus, le plan de relance de l'UE rendra disponibles d'importants moyens financiers additionnels.

Ce cadre devrait être favorable à la mise en œuvre de l'«Innovation Strategy³» et autres stratégies nationales, sans omettre la transformation écologique prônée à niveau régional. **Ces éléments confirment que la Tchéquie a le potentiel pour demeurer un partenaire économique important de la Suisse en Europe centrale.**

¹ IMF; World Economic Outlook Database, April 2021

² IMF; World Economic Outlook Database, April 2021

³ Voir page 6

1 Problèmes et enjeux économiques

Comparer les données macroéconomiques de 2020 avec celles des années précédentes ne fait bien évidemment pas de sens en raison du choc exogène sur l'économique, et de manière générale sur la société tchèque, induit par la pandémie COVID-19. Néanmoins, ces données livrent des informations utiles sur la résilience du «système Tchéquie» face à une crise d'ampleur mondiale. La **contraction du BIP de 5.6%**⁴, bien qu'étant le plus fort ralentissement économique depuis la création de l'État tchèque en 1993, a été moins sévère que les prévisions d'avril 2020. De même manière, le **taux de chômage à 2.7%**⁵ est inférieur à ce qui était attendu. En revanche, le **taux d'inflation à 3.2%**⁶ s'approche de la prévision la plus pessimiste, l'annonçant à 3.4%, et est principalement dû à la hausse des prix des produits alimentaires et des coûts liés au logement. Il correspond au taux annuel moyen le plus élevé depuis 2012.

La République tchèque a subi deux vagues COVID-19, l'une au printemps 2020 et l'autre entre l'automne 2020 et le printemps 2021. L'instauration de **l'état d'urgence** – entre le 12 mars 2020 et le 17 mai 2020 ainsi qu'entre le 30 septembre 2020 et le 11 avril 2021 – a permis au gouvernement d'adopter les mesures nécessaires à protéger la population et à préserver le système de santé national. Les autorités sont parvenues à gérer la première vague de manière exemplaire; à l'opposé, la gestion de la deuxième vague a été bien moins performante, la Tchéquie ayant même figurée pendant plusieurs jours à la tête des pays européennes selon l'indicateur des cas journaliers par habitants.

Les mesures pour la protection de la population et la préservation du système de santé ont eu, comme partout ailleurs, des effets sur le fonctionnement de l'économie nationale. La fermeture des frontières et des commerces ainsi que la mise en œuvre de strictes mesures sanitaires dans l'industrie ont concouru au net recul du PIB dû principalement à un recul de **2.2% dans le secteur du commerce, des transports et de l'hébergement** et de **2.1% dans l'industrie**. La contraction du côté de la demande a découlé en premier lieu du recul de la demande extérieure au premier semestre, la baisse des investissements ainsi que des dépenses de **consommation des ménages**, dont la **diminution a été de plus de 5% en 2020**. Si les secteurs du commerce de détail et des services ont été directement touchés par la crise, les difficultés dans les chaînes d'approvisionnement et la baisse de la demande ont fini par affecter la majeure partie de l'économie. A noter que le secteur industriel, après un mois d'avril 2020 très difficile, a réussi à s'adapter à la nouvelle situation et à mieux fonctionner lors de la deuxième vague. A ce titre, il est intéressant de noter que la production industrielle tchèque a enregistré en **avril 2021 une hausse record de 55.1%** en comparaison annuelle, le secteur automobile ayant connu une croissance de quatre fois et demie. Ce secteur concourt pour environ 9% à la création de la valeur ajoutée brute totale, représente 8% des emplois et contribue à plus d'un quart des exportations du pays. L'année 2020 avait été catastrophique, la production de véhicules pour le transport des personnes ayant diminué de presque 20%. La comparaison entre les mois d'avril de 2020 et 2021 est à prendre avec précaution mais elle indique une reprise certaine. En fait, **l'industrie tchèque fonctionne en juin 2021 à plein régime** et sa production se rapproche de celle record de l'année 2019. Dans une telle situation, la pénurie de matières premières et des semi-conducteurs au niveau mondial représentent les majeurs défis actuels pour le secteur industriel tchèque.

La dette publique relativement faible, un secteur bancaire sain et un faible taux de chômage sont les éléments subjacents à la bonne résilience du pays au choc COVID-19. Le gouvernement a ainsi pu adopter une série de mesures pour atténuer l'impact socio-économique de la pandémie. Ces mesures consistent **en différents programmes de prêts respectivement de garanties pour des prêts, en un programme de protection de l'emploi** («Kurzarbeit»), en un soutien direct aux indépendants ou encore en allocations pour garde d'enfants (les écoles étant fermées) entre autres. Les domaines fiscal et des charges sociales ont également fait l'objet de mesures spécifiques, en particulier dans des paquets dits de «libération». De plus, des programmes à soutien de domaines spécifiques – culture, sport, tourisme, ... - ont également été adoptés.

Les efforts déployés par le gouvernement ont eu des répercussions sur le **budget de l'Etat**; le déficit initialement prévu à CZK 40 milliards (CHF 1,6 milliards) a été revu à la hausse à CZK 500 milliards (CHF 20,2 milliards). Finalement, dans ce domaine aussi, le résultat final est meilleur que les prévisions puisque le **déficit pour l'année 2020 s'est élevé à CZK 367,4 milliards⁷ (CHF 14,86 milliards⁸), soit 6.2% du PIB**. Même si les finances publiques tchèques affichent une relativement bonne situation, le «Czech Fiscal Council» estime qu'elles ne sont pas viables à long terme dans le cadre de la politique budgétaire actuelle.

⁴ IMF; World Economic Outlook Database, April 2021

⁵ IMF; World Economic Outlook Database, April 2021

⁶ IMF; World Economic Outlook Database, April 2021

⁷ Ministère des finances tchèque / The Czech Republic Government Debt Management Annual Report 2020

⁸ CHF 1 = CZK 24.73 (moyenne des cours valables à la fin de chaque mois 2020, oanda.com/interbankenrate)

La détérioration intervenue en 2020 ne serait pas uniquement due à la pandémie mais aussi à des mesures prises par le gouvernement, telle que la réduction d'impôts pour les personnes physiques. La viabilité à long terme des finances publiques pourrait être améliorée à moyen terme par un plan de redressement des finances publiques qui devrait comprendre principalement **une révision du système fiscal, une optimisation des dépenses et une rationalisation de l'administration publique**. Le plus grand défi est de nature structurelle et réside dans le vieillissement de la population; le gouvernement tchèque devra tôt ou tard s'atteler à une **réforme du système de retraite** afin de garantir la viabilité des finances publiques dans le long terme.

L'actuel gouvernement n'envisage pas une **adhésion à la zone Euro**, privilégiant d'attendre les résultats des réformes actuellement en discussion entre les pays de la zone. De même, la Banque centrale ne recommande pas de fixer une date butoir pour cette adhésion. Cette question est très sensible puisqu'une grande partie de la population est opposée à l'euro. Pour rappel, la banque centrale avait en avril 2017 décidé d'**abandonner la politique d'arrimage de la couronne à l'euro** (CZK 27 – EUR 1) après avoir atteint la cible d'inflation à moyen terme (2%) et dans un contexte de croissance économique robuste. Depuis l'abandon du taux plancher, la couronne tchèque s'est d'abord appréciée jusqu'en février 2018, pour ensuite se déprécier et s'inscrire dans une fourchette entre CZK 25.4 et 25.9 pour un euro. La crise COVID-19 a engendré une forte dépréciation de la couronne tchèque laquelle s'est par la suite appréciée et est revenue dans la fourchette mentionnée à compter du mois de mai 2021.

La Banque centrale tchèque est intervenue à plusieurs reprises sur **le taux directeur**, le portant de 2.25% (niveau avant crise suite à l'augmentation de 0.25 points intervenue le 6.2.2020), à 0.25% le 7.5.2020. Finalement, les craintes d'une inflation croissante liée à la reprise économique ont induit la Banque centrale à augmenter le taux de 0.25 points le **23.06.2021, le fixant à 0.5%**. D'autres hausses de ce taux sont prévues au cours de l'année 2021; elles visent à limiter l'inflation et à faciliter le rapprochement à la valeur cible de 2%.

Pour rappel, la contribution du secteur industriel au PIB tchèque, à 26.1% et en décroissance, demeure l'une des plus élevée entre les pays très développés. Pour ce qui est des deux autres secteurs, celui des services contribue à 57.5% le secteur primaire à 1.9%⁹. La différence pour parvenir à 100% est constituée par la partie revenant au secteur de la construction ainsi qu'à des ajustements (différence entre les taxes et les subventions sur les produits) opérés par l'Office de statistique tchèque dont relèvent ces données.

1.1 Relance économique

La **croissance tchèque ante-COVID 19 était principalement portée par une consommation interne solide** et les investissements. La baisse des incertitudes concernant les perspectives économiques devrait induire les entreprises à réaliser des investissements et pousser à la hausse la consommation privée. Le confinement a eu pour effet d'augmenter la tendance à l'épargne des ménages, d'un part à titre de précaution de l'autre en raison des possibilités restreintes de consommation. Même si les ménages adoptaient une attitude de consommation prudente, l'épargne excédentaire devrait contribuer au rebond partiel de la consommation d'autant plus que les personnes physiques ont bénéficié d'une réforme ayant réduit leur charge fiscale. Aussi, le secteur industriel tchèque se porte très bien en juin 2021, les carnets de commandes sont également bien remplis pour les mois à venir. En revanche, la pénurie mondiale de matières premières et de semi-conducteurs, l'augmentation des prix des produits de base, la carence de main d'œuvre et le raffermissement de la couronne pourraient avoir des conséquences sur la production respectivement les exportations tchèques.

La Tchéquie pourra compter avec les mesures de relance décidées par la Commission de l'UE à soutien de la reprise économique. De manière générale, la République tchèque bénéficie d'un **soutien financier** important de la part de l'**EU**. Dans le cadre de l'«European Structural and Investment Funds» pour la période **2014-2020**, la Tchéquie a pratiquement réussi à conclure des contrats pour la totalité du montant disponible (EUR 23,8 milliards dont 99.3% sous contrats et 59% déjà encaissés), l'administration publique améliorant notablement sa capacité d'absorption depuis 2019, notamment en comparaison à d'autres pays européens, même si d'après certains analystes cette évolution se fait au détriment de la qualité des projets.

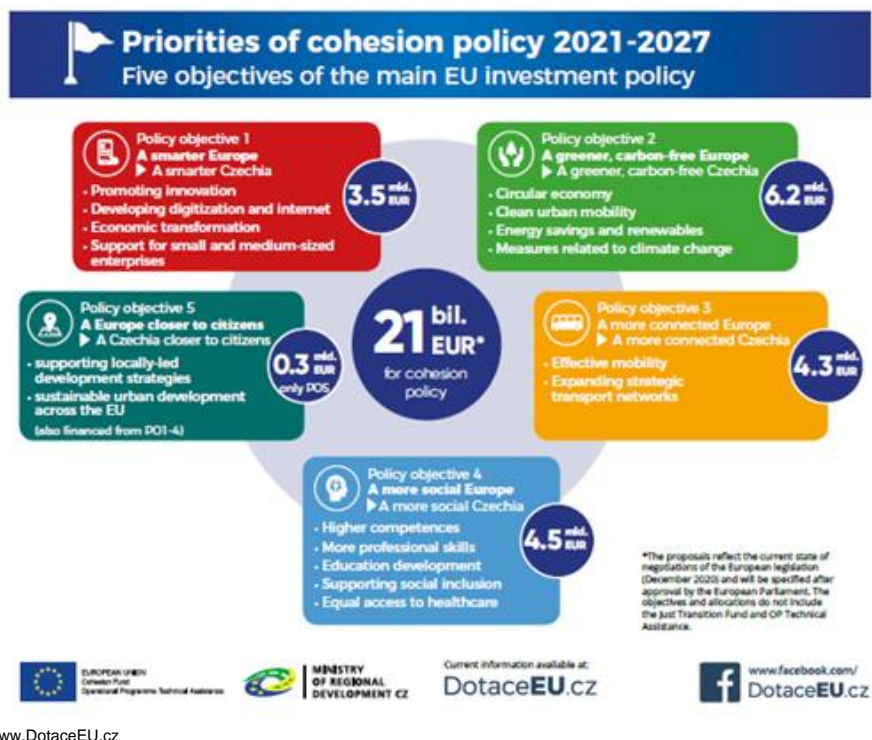
Les différentes estimations¹⁰ de la croissance pour la Tchéquie s'inscrivent dans une fourchette de 3.1% à 3.6% pour 2021 et entre 3.7% et 4.9% pour 2022.

	EU	OECD	MoF CZ	EIU
2021	3.4%	3.3%	3.1%	3.6%
2022	4.4%	4.9%	3.7%	4.3%

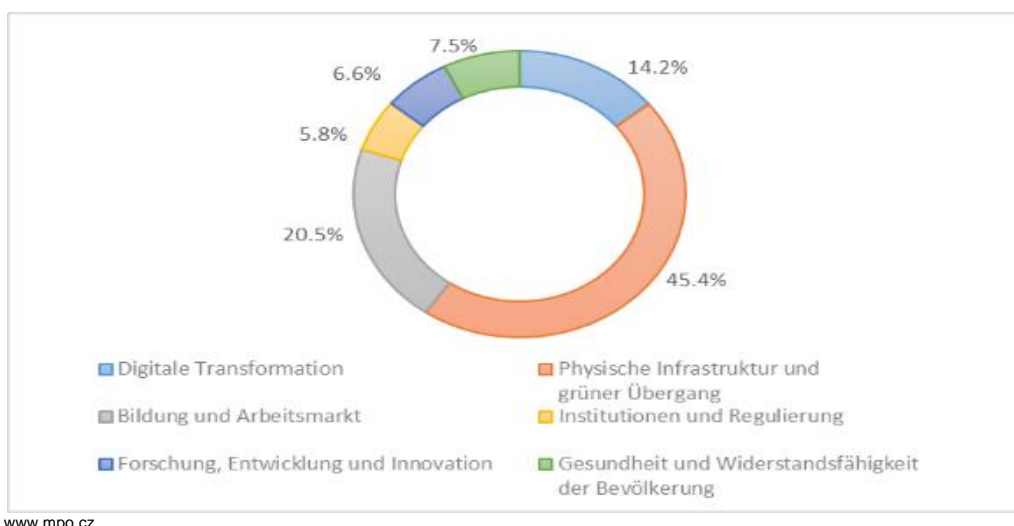
⁹ Office de statistique tchèque (www.szso.cz)

¹⁰ EU Economic Forecast CZ, 12.5.2021 / OECD Forecast April 2021 / Ministry of Finance CZ, Forecast April 2021 / EIU, Country Report CZ, 23.06.2021

Avant la crise COVID-19, la République tchèque s'attendait à une diminution du soutien financier européen pour la période 2021-2027. En effet, EUR 21 milliards sont prévus dans le cadre de la politique de cohésion pour cette période:



Les nouveaux financements prévus dans le fonds de relance *Next Generation EU*, notamment au titre de **Recovery and Resilience Facility** pour un montant d'EUR 7,1 milliards, portent le montant de potentielles subventions européennes à plus d'EUR 28 milliards. Par ailleurs, la Tchéquie a été le 23^{ème} pays européen à présenter à la Commission de l'UE le plan national *Recovery and Resilience Facility* s'articulant autour de six piliers: i) Transformation numérique, ii) Infrastructure physique et la transition écologique, iii) Formation et marché du travail, iv) Institutions, v) Recherche, développement et innovation et vi) Santé et résilience des populations. La ventilation prévue des moyens financiers aux différents piliers est la suivante :



La disponibilité de ressources financières importantes comporte des opportunités d'affaires, notamment dans les domaines de la numérisation et de la transformation/transition écologique. A titre d'exemple, le Ministre de l'Industrie a déclaré qu'environ EUR 137 millions seront investis dans l'infrastructure de recyclage lors de deux années à venir.

1.2 Enjeux à moyen-long terme

La République tchèque a fait preuve d'une bonne résilience face à la crise mondiale COVID-19. L'intervention publique a permis d'amortir son impact sur l'économie, dont les signaux de reprises sont encourageants. Néanmoins, les risques existants avant la pandémie demeurent s'agissant de la structure respectivement du modèle économique du pays.

Il s'agit en premier lieu de la **dépendance du pays à l'étranger**, soit pour les exportations que pour les investissements directs. Comme l'a montré la pandémie COVID-19, un ralentissement soudain de l'économie a freiné les exportations et par reflet a influencé toute l'économie du pays. En outre, les investissements étrangers en Tchéquie correspondent à plus de 60% du capital total représentant ainsi un risque en raison de leur importance pour l'économie s'agissant aussi bien de la création de valeur ajoutée (42% / OECD 2017) que de l'offre d'emplois privés (plus de 25% / OECD 2017). Des éventuels désinvestissements massifs pourraient aussi déclencher une dynamique négative. Ce risque s'est concrétisé lors des premières semaines de la crise quand d'importants capitaux étrangers ont été retirés.

En deuxième lieu, la **pénurie de main d'œuvre** représentait le défi économique majeur pour les autorités jusqu'à 2019. Le manque de travailleurs avait une incidence sur la capacité productive du pays laquelle, couplée avec l'augmentation des salaires induite par cette carence, avait des effets sur les coûts de production respectivement sur la productivité des entreprises. La crise COVID-19 a au moins eu un aspect positif en Tchéquie: le désamorçage de cette situation de pénurie aigue de main d'œuvre. Néanmoins, la reprise économique qui s'annonce commence à remettre le marché du travail sous pression: d'une part, la demande de main d'œuvre peu qualifiée – construction, montage et production auxiliaire par exemple - dans certains secteurs ne pourra pas être couverte par l'offre, dont une partie est composée par des travailleurs migrants. D'autre part, une asymétrie est d'ores et déjà constatée entre la demande de travailleurs qualifiés, notamment dans le domaine de l'ITC, et les disponibilités sur le marché.

Dans une perspective plus à moyen-long terme, le défi des autorités consistait à concrétiser leur souhait de voir se dynamiser **l'évolution vers une économie basée sur la connaissance**. Ainsi, la priorité était donnée à des investissements se concentrant sur les technologies avancées et sur les activités à forte valeur ajoutée susceptibles également de renforcer la compétitivité du pays à l'international. Les soutiens prévus dans ce contexte par l'Etat étaient à saluer bien que le processus de transformation vers une économie basée sur la connaissance nécessite d'un écosystème propice à une telle évolution. Cet écosystème comprend également des domaines tels que l'éducation, la formation, la science et la recherche qui présentent des marges d'amélioration significative en République tchèque. L'«Innovation Strategy of the Czech Republic», document adopté en 2019, est censé guider les autorités dans leur aspiration d'inscrire la Tchéquie entre le pays les plus avancés d'ici 2030.

La responsabilité pour la mise en œuvre de ce document revient au Premier ministre, par le biais du Conseil pour la recherche, le développement et l'innovation qu'il dirige. Le soutien à la science, la recherche et l'innovation est l'une des principales priorités du gouvernement lequel ambitionne non seulement à générer du volume mais en particulier à créer de la valeur ajoutée. La stratégie se veut intemporelle, supra-ministérielle et apolitique et se compose de neuf piliers: i) R&D, ii) Technology, iii) Digitalization, iv) Smart infrastructure, v) Smart people, vi) Patents, vii) Investment, viii) Excellence et ix) Start-ups. Il restera à vérifier la destinée qui sera réservée à cette stratégie en cas de changement du gouvernement après les législatives d'octobre 2021 et comment les financements européens disponibles au titre du cadre financier pluriannuel 2021-2027 et de l'instrument de relance «NextGenerationEU» seront mis à contribution pour sa mise en œuvre.

Cela dit, la crise COVID-19 a montré que la structure économique du pays était solide et que le gouvernement, disposant d'une situation financière saine, a été en mesure d'apporter son soutien, s'agissant en particulier de préserver le travail. Il s'agira de vérifier si la Tchéquie saura réaliser la transformation vers une économie basée sur la connaissance.

2 Accords internationaux et régionaux économiques

2.1 Politique, priorités du pays

C'est au 1^{er} janvier 1993 que l'ancienne Tchécoslovaquie a été dissoute et la République tchèque est devenue un pays indépendant. Le pays a demandé à faire partie de l'Union européenne en 1996, les négociations ont débuté en 1999 et finalement l'Accord sur l'adhésion du pays a été signé le 13 avril 2003 avec effet au 1^{er} mai 2004. S'agissant des accords économiques internationaux, le pays est lié aux accords conclus respectivement négociés par l'Union. La République tchèque a une économie très ouverte, tournée vers les exportations. Il n'est dès lors pas étonnant que la politique du pays en termes économiques est libérale et en faveur du commerce international.

Le pays a bénéficié de son appartenance à l'Union européenne aussi d'un point de vue économique. Il n'a pas seulement obtenu des soutiens financiers considérables – fond de cohésion – mais aussi l'accès au grand marché européen, vital pour son économie tournée vers l'extérieur. De plus, depuis son adhésion à l'Union européenne, un flux considérable d'investissements étrangers ont pris la direction du pays contribuant ainsi significativement à son essor économique (stock FDI au 31.12.2020 EUR 158 milliards selon la Banque nationale tchèque).

La Tchéquie compose avec la Hongrie, la Pologne et la Slovaquie, le groupe de Visegrad (V4). Ce groupe n'est pas une association économique régionale à proprement parler mais il vise à mettre en place des coopérations afin de défendre au mieux leurs intérêts communs vis-à-vis de l'Union Européenne. Leurs positions sur des questions économiques ne convergent pas toujours, ils partagent la même vision sur d'autres questions, comme le refus de quotas de répartition des migrants, la nécessité de reformer l'UE et sont des fervents défenseurs des principes de la liberté de circulation des personnes et du libre accès au marché.

La République tchèque s'efforce également de rechercher des partenariats économiques stratégiques en dehors de l'UE, aussi dans la tentative de diffuser le risque de dépendance au marché européen récipiendaire de plus de 80% des exportations du pays. Un accord de partenariat a ainsi été signé en 2015 avec la Corée du Sud (élargissement de la coopération existante dans le domaine de l'automobile aux secteurs de l'infrastructure des transports et de l'armement). A souligner que la République tchèque participe à l'initiative chinoise dite 17+1 visant à renforcer la coopération entre cette dernière et les 12 états membres de l'UE à l'est du continent (de l'Estonie à la Grèce) plus 5 pays des Balkans. Néanmoins, les investissements chinois en République tchèque sont restés modestes.

La République tchèque est membre de nombreuses organisations internationales comme l'Organisation des Nations Unies (y compris des organisations spécialisées de l'ONU) et de l'Organisation mondiale du commerce. Le pays est aussi membre de la Banque mondiale (BM), du Fonds monétaire international (FMI), de la Banque Européenne pour la Reconstruction et le Développement (BERD) et de l'Organisation pour la coopération et le développement économique (OCDE) entre autres.

En résumé, la République tchèque est résolument en faveur du libre commerce international, elle s'engage pour la suppression des barrières commerciales et est contre des politiques protectionnistes. Le maintien de la compétitivité sur les marchés internationaux est également l'une des priorités du pays.

2.2 Perspectives pour la Suisse

Les relations économiques et commerciales entre la Suisse et la République tchèque s'inscrivent dans le cadre des accords bilatéraux conclus entre la Suisse et l'UE. Les perspectives à moyen-long termes dépendent en large mesure du développement de la relation entre Berne et Bruxelles.

La République tchèque a bénéficié de la contribution à l'élargissement à des projets réalisés dans les pays ayant rejoint l'UE après 2004. Les programmes liés à cette contribution sont arrivés à terme au mois de mai 2017; la Suisse a soutenu 38 projets pour un montant total de CHF 110 millions. La République tchèque compte au nombre des pays susceptibles d'obtenir des financements dans le cadre de la deuxième contribution décidée par le parlement suisse. Dans un tel cas, on estime à CHF 70 millions le montant qui reviendrait à la Tchéquie.

3 Commerce extérieur

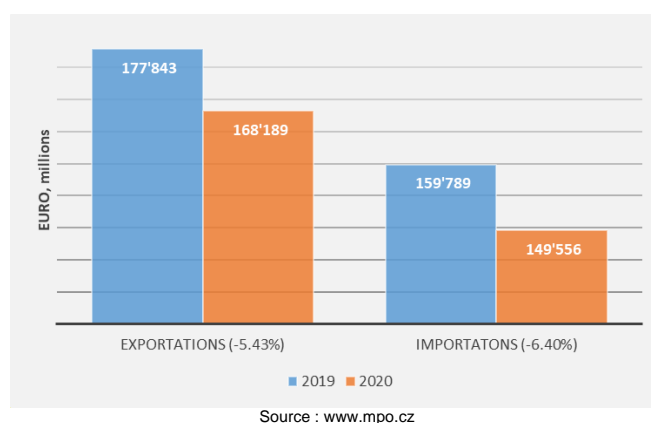
3.1 Evolution et perspectives générales

Le quatrième trimestre de l'année 2019 avait recensé un recul des exportations. Le ralentissement de l'économie européenne, le différend USA-Chine, des incertitudes quant aux développements de la politique économique protectionniste des USA (p.ex. taxes ayant des effets sur les exportations de voitures depuis l'Europe, mesures de rétorsion suite à l'éventuelle introduction de la taxe digitale en Tchéquie¹¹) et sur la mise en œuvre du Brexit étaient les principales raisons affectant le commerce extérieur de la Tchéquie.

La COVID-19 a eu un impact important sur le commerce extérieur de la République tchèque en 2020, aussi bien les exportations que les importations ont diminué. La balance commerciale a recelé un excédent record découlant principalement du ralentissement significatif des importations, notamment une réduction importante de la demande de pétrole et de gaz. Le bon résultat final des exportations, en diminution de «seulement» 5.4%, est principalement dû à la forte expansion au dernier trimestre 2020, lorsque les exportateurs tchèques ont également bénéficié d'une couronne tchèque plus faible.

3.1.1 Commerce de marchandises¹²

La balance commerciale de la République tchèque a affiché à fin 2020 un solde positif de plus d'EUR 18,6 milliards en augmentation de 3.2% par rapport à la précédente période. Sans surprise, aussi bien les exportations que les importations ont diminué en 2020:



Les chiffres de l'Office national de statistique confirment que les biens les plus exportés sont les mêmes que les années précédentes: les machines, les véhicules ainsi que les équipements électroniques avec 58.6%, les métaux communs et ouvrages en ces métaux avec 13.9% et les autres produits manufacturiers avec 12.4%.

Plus de 83% des exportations tchèques sont destinées à d'autres pays de l'UE, notamment l'Allemagne laquelle absorbe plus de 32% du total des exportations du pays. Ce résultat est également à relier à un secteur industriel compétitif et fortement intégré aux chaînes de sous-traitance de l'appareil productif européen, en particulier allemand. Deux autres voisins de la République tchèque figurent à la deuxième et troisième place des pays destinataires des produits tchèques; il s'agit de la Slovaquie et de la Pologne mais avec des proportions bien inférieures à celles allemandes (7.6% respectivement 6.2% du total des exportations).

Les trois principales marchandises exportées apparaissent dans le même ordre aussi aux trois premières places des importations en Tchéquie, les machines, les véhicules ainsi que les équipements électroniques avec 49.7%, les métaux communs et ouvrages en ces métaux avec 14.8% et les autres produits manufacturiers avec 11.8%. Les produits chimiques et dérivés représentent également 11.8% des importations totales. De nouveau, l'Allemagne s'inscrit largement en tête avec plus de 23% du total des importations tchèques suivie par la Chine (18.1%; + 6.7% par rapport à 2019, aussi à la lumière d'importants achats de matériel de protection COVID-19) ainsi que par la Pologne (7.9%) et par la Slovaquie (4.1%).

¹¹ Le Ministère des finances tchèque entendait d'abord introduire la taxe digitale de 7% à partir de l'été 2020. Suite aux développements dans ce dossier, y compris les démarches de l'Ambassade USA à Prague, la Tchéquie souhaiterait d'abord qu'une solution internationale dans le cadre de l'OECD soit trouvée. A défaut, la République tchèque pourrait introduire une telle taxe mais avec un taux de 5%. Le texte de loi est en discussion au parlement.

¹² La source des données est le Ministère de l'Industrie et du commerce (www.mpo.cz) sauf autrement indiqué

3.1.2 Commerce de services

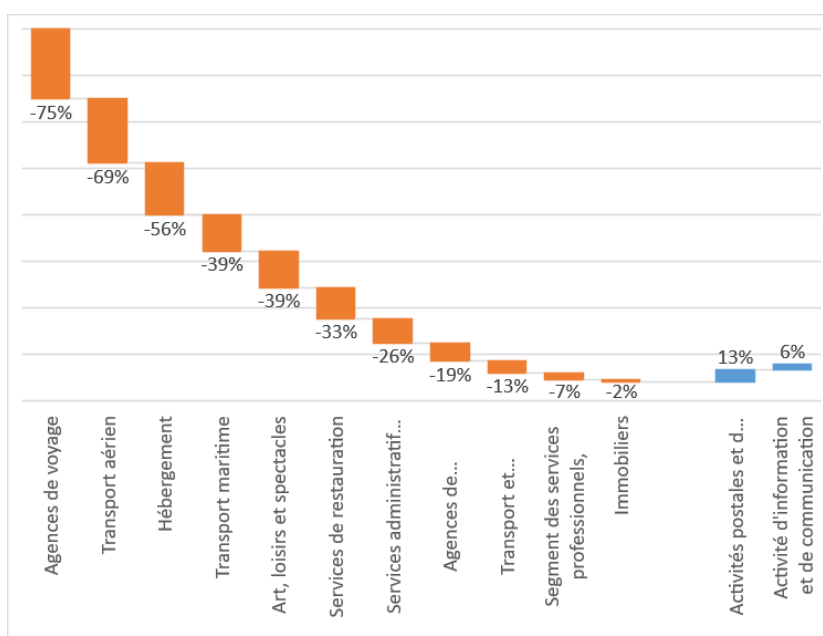
Le secteur des services contribue de manière significative au PIB du pays: d'après les comptes nationaux de l'Office de statistique tchèque, ce secteur y a contribué à hauteur de 57.5% pour l'année 2020. La distribution par branches était la suivante:

Commerce, maintenance et réparation automobile	26.0%
Immobilier	15.3%
Transport et stockage	11.3%
Administration publique et défense / Sécurité sociale obligatoire	9.8%
Information et communication	8.8%
Activités spécialisées, scientifiques et techniques	8.2%
Santé et services sociaux	4.7%
Education et enseignement	4.7%
Services financiers et d'assurance	4.7%
Restauration et hébergement	2.3%
Art, loisirs et spectacles	1.5%
Activités de services administratifs et de soutien	0.5%
Autres services	2.0%
	100%

Selon les données provisoires de la Banque Nationale Tchèque, les recettes des services rendus à l'étranger se sont chiffrés en 2020 à CZK 604 milliards (environ CHF¹³ 24,4 milliards) en diminution de 13% par rapport à l'année précédente. Les dépenses se montent à presque CZK 500 milliards (CHF 20,2 milliards) également en diminution de 16%. Le solde de la balance des services pour 2020 est excédentaire de CZK 104,6 milliards (environ CHF 4,2 milliards) en légère diminution par rapport à la période précédente (CZK 105,9 milliards).

Les services dans la branche de l'information et communication est la rubrique la plus excédentaire, suivie par les prestations de service pour traitement des marchandises et les transports. S'agissant des rubriques déficitaires, les dépenses liées à la propriété intellectuelle et celles pour les assurances et les pensions s'inscrivent aux premières places.

Le secteur des services a été durement frappé par la crise. Pour 2020, une baisse de 11.9% des ventes des prestataires de services est enregistrée. Les entreprises du tourisme et les segments y liés ont été les plus durement touchés. En revanche, les activités postales et de messagerie ont connu une hausse de 13%.



La fin de l'état d'urgence en avril 2021 a permis l'allègement progressif des différentes mesures anti-pandémie. La réouverture des frontières pour du tourisme, même si restreinte à certains pays, celle des commerces, des bars et des restaurants ainsi que la reprise des activités culturelles sont de bon augure pour ces branches particulièrement frappées par la crise. Toutefois, il faudra probablement attendre l'année 2023 pour que le niveau de 2019 soit de nouveau atteint.

¹³ CHF 1 = CZK 24.73

3.2 Commerce bilatéral avec la Suisse

3.2.1 Commerce de marchandises bilatéral

Le commerce bilatéral de marchandises a connu un développement positif durant les dernières années. Sans surprise, l'année 2020 s'inscrit en porte-à-faux de ce développement positif puisqu'aussi bien les exportations que les importations ont diminué par rapport à l'année précédente.

Selon les données de l'Administration fédérale des douanes, les exportations de Suisse vers la République tchèque ont diminué de 8.9%, le volume se chiffrant en CHF 1'679 millions. Les importations pour une valeur de CHF 2'504 sont en diminution de 9.1%. La balance commerciale négative de la Suisse avec la Tchéquie a diminué légèrement, en passant d'un déficit de CHF 914 millions en 2019 à CHF 825 millions en 2020.

Les trois principaux biens exportés de Suisse – produits pharmaceutiques et les machines électriques ou non – sont les mêmes des années précédentes. La qualité, la précision, la fiabilité ainsi que la haute technologie représentent les atouts de ces produits. En augmentation de 84.6%, les biens sous la rubrique «Bijouterie et joaillerie» font leur entrée dans le top quatre.

Exporte aus der Schweiz 2020	Mio. CHF	% sur Total	Var 2019-2020
Pharmazeutische Erzeugnisse	491.60	29.3%	-8.0%
Maschinen (elektrisch)	224.96	13.4%	-7.0%
Maschinen (nicht elektrisch)	219.13	13.0%	-27.7%
Edelsteine, Edelmetalle, bijouterie	154.70	9.2%	84.6%
Unedle Metalle und Waren daraus	153.03	9.1%	-6.1%
Andere	436.14	26.0%	
	1'679.56	100%	

Le volume des exportations permet à la Suisse de s'inscrire à la 18^{ème} place des pays vendant leurs biens à la République tchèque, correspondant à 1% du total des importations en ce pays. Dans l'autre sens, la Suisse est le 16^{ème} pays destinataire de produits tchèques (1.5% du total des exportations tchèques)¹⁴.

Selon « Auto-swiss », la Skoda Octavia a été, pour la quatrième année de suite, la voiture la plus vendue en Suisse en 2020. La rubrique «Véhicules» maintient ainsi la première place des importations en Suisse depuis la République tchèque.

Importe in die Schweiz 2020	Mio. CHF	% sur Total	Var 2019-2020
Fahrzeuge	716.8	28.6%	-13.8%
Maschinen (nicht elektrisch)	543.4	21.7%	-10.8%
Maschinen (elektrisch)	305.3	12.2%	-17.6%
Unedle Metalle und Waren daraus	250.5	10.0%	-5.1%
Kunststoffe, Kautschuk	104.6	4.2%	2.4%
Andere	584.0	23.3%	
	2'504.6	100%	

Les traits distinctifs du Swiss made mentionnés ci-dessus, sont des avantages comparatifs des biens suisses. La volonté affichée par les autorités de procéder à une digitalisation, automatisation et robotisation de l'industrie a le potentiel d'offrir des opportunités additionnelles pour les exportateurs suisses. Il sied de rappeler l'accent particulier que la Commission de l'UE vouera à la lutte contre le changement climatique et le potentiel qui en découle pour ce qui a trait aux technologies «vertes» notamment à la lumière des importantes ressources financières à disposition.

3.2.2 Commerce de services bilatéral

D'après les données provisoires de la Banque Nationale Tchéquie, le solde de la balance des services s'affiche en faveur de la Tchéquie pour presque CZK 17 milliards (un peu plus CHF 685 millions). Les prestations de service pour traitement des marchandises ainsi que d'autres prestations de service pour des entreprises sont les deux rubriques les plus excédentaires en faveur de la République tchèque.

Le volume important de dépenses pour le traitement des marchandises confirme la qualité du secteur industriel tchèque, lequel peut se fonder sur une expérience historique. La qualité de la main d'œuvre est reconnue et comme l'affirmait un responsable d'une entreprise suisse, les Tchèques excellent dans l'exécution de tâches définies mais sont moins performants s'agissant de générer de nouveaux produits et/ou biens.

¹⁴ Selon les données du Ministère de l'industrie et du commerce tchèque (www.mpo.cz)

4 Investissements directs

4.1 Evolution et perspectives générales

La République tchèque a été en mesure d'attirer d'importants volumes d'investissements étrangers (FDI) par la mise en place d'incitations à l'investissement depuis 1998; selon les données provisoires de la Banque nationale tchèque¹⁵, le stock FDI au 31.12.2020 est d'EUR 158 milliards. Lesdites incitations se déclinent sous diverses formes telles que l'allégement fiscal, le soutien financier à la formation ou encore la cession de terres à des prix favorables. Les amendements à la loi sur les incitations à l'investissements ont pour objectif de promouvoir les investissements dans les projets complexes à fort potentiel technologique. En particulier, le dernier amendement vise essentiellement à n'inciter que des investissements susceptibles de favoriser la création de valeur ajoutée en République tchèque. Le site internet de CzechInvest, l'Agence gouvernementale tchèque pour le développement de l'économie et des investissements, offre des informations détaillées (www.czechinvest.org).

D'après les données provisoires de la Banque nationale tchèque, le flux de FDI pour 2020 atteste un solde positif de plus d'EUR 5,5 milliards, le stock enregistrant ainsi une augmentation de 3.62%. Les pays de l'UE ont contribué à plus de 88% au flux 2020.

Concernant le stock, les Pays Bas restent à la première place, avec 17.22% du total de FDI suivis par le Luxembourg, l'Allemagne et l'Autriche. A noter qu'une partie significative des investissements néerlandais et luxembourgeois concernent plutôt des firmes d'origine tchèque ou actives sur ce marché qui pour de raisons légales et d'optimisation fiscale ont le siège de leur holding dans ces deux pays.

Sa position géographique centrale au cœur de l'Europe industrielle, une infrastructure relativement bonne, son intégration dans la chaîne de production internationale, en particulier celle de l'Allemagne, la bonne disponibilité pour l'approvisionnement local, la présence d'une force de travail bien formée et pas chère, sa compétitivité en termes de coûts de production, les incitations à développer encore la R&D ainsi que la stabilité économique couplés avec la stratégie politique favorable aux investissements telle que mentionnée auparavant représentent les principaux facteurs d'attraction de capitaux étrangers en République tchèque. A noter que les investissements en Tchéquie se sont généralement révélés très profitables.

Le secteur des activités de soutien et des services collectifs aux entreprises (*Shared business services centres*) a connu un essor important ses dernières années en République tchèque aussi en raison d'une politique de soutien ciblée mise en place par le gouvernement. A titre d'exemple, environ 120'000 personnes travaillaient dans ce secteur en 2020, l'année 2021 devrait enregistrer une ultérieure augmentation d'environ 5%. L'utilisation de technologies modernes (intelligence artificielle, automatisation et digitalisation) est un trait distinctif de ce secteur, lequel est en mesure d'offrir des salaires bien plus élevées que la moyenne. Il n'est donc pas étonnant de constater qu'environ 45% des employés du secteur sont de nationalité étrangère. D'après une enquête de l'*Association of Business Leaders* les 300 centres de ce type concourraient à hauteur de 6% au produit intérieur brut. La République tchèque peut ainsi être considérée comme un véritable hub mondial pour ce type d'activités.

Il s'agira pour la Tchéquie d'une part de maintenir son avantage compétitif comme site de production, notamment vis-à-vis des pays à faible niveau de salaires de l'EU, et d'autre part de mettre en œuvre et concrétiser la stratégie d'innovation afin de permettre une évolution vers une économie basée sur la connaissance. De plus, les importants financements à disposition pour la transition écologique pourraient également inciter de nouveaux investissements étrangers.

Les avantages comparatifs plaidant en faveur d'un investissement en Tchéquie mentionnés ci-dessus demeurent valable en dépit de la crise COVID-19. Il sera également important d'observer si une tendance à rapatrier en Europe la production de biens ou composantes « stratégiques » se dessinera ou pas. Dans le cas affirmatif, la République tchèque dispose des attributs pour attirer de tels investissements. Chaque crise comporte aussi bien des menaces que des opportunités. S'agissant de ce dernier aspect, le gouvernement tchèque aurait eu intérêt à cibler particulièrement son soutien aux entreprises susceptibles d'épouser sa vision de piloter l'économie tchèque vers un système créant de la valeur ajoutée. Il semble que ce potentiel n'ait pas été exploité convenablement; néanmoins, d'autres opportunités instrumentales à un tel développement sont à disposition, notamment par le biais des différents fonds européens.

¹⁵ Les données provisoires publiées par la Banque nationale tchèque sont mises à jour régulièrement. Des écarts significatifs entre les informations contenues dans ce document et les données provisoires dynamiques sont donc possibles. Les données définitives pour l'année 2020 ne seront disponibles qu'en 2022

L'analyse SWOT ci-après se réfère aux investissements en Tchéquie:

<u>Analyse SWOT</u>	
Forces	Faiblesses
- <i>Position géographique</i>	- <i>Burocratie</i>
- <i>Force de travail bien formée</i>	- <i>Formation non conforme aux besoins du marché</i>
- <i>Chaîne d'approvisionnement locale</i>	- <i>Offres publics pas entièrement transparents</i>
- <i>Coûts de production modérés</i>	- <i>Système de taxation complexe</i>
- <i>Intégration chaîne de production UE</i>	
Opportunités	Menaces
- <i>Incentifs pour investissements R&D</i>	- <i>Pénurie de main d'oeuvre</i>
- <i>Disponibilité de fonds UE</i>	- <i>Augmentation des salaires</i>
- <i>Augmentation de la productivité</i>	- <i>Augmentation du prix de l'immobilier</i>
	- <i>Dépendance à l'exportation</i>
	- <i>Variations du cours d'échange</i>

Quelques classements de la République tchèque

WEF- *Global Competitiveness Report 2019*; 32^{ème} place

IMD- *Indice de compétitivité 2020*: 33^{ème} place (2019: 33^{ème})

World Banks – *Ease of Doing Business 2020*: 41^{ème} place (2019: 35^{ème})

TI – *Corruption perceptions index 2020*: 49^{ème} place, score 54 points (2019 : 44^{ème}, score 56 points)

4.2 Investissements bilatéraux

D'après la Banque nationale tchèque, la Suisse s'inscrit à la 6^{ème} place des investisseurs étrangers dans le pays, avec une contribution de presque 4% pour un total de plus d'EUR 6,2 milliards. Pour l'année 2020, le flux d'investissements depuis la Suisse s'est chiffré en EUR 385 millions.

Les principaux investisseurs traditionnels de Suisse sont ABB, Ammann, Bühler, Laufen, Nestlé, Novartis, Rieter, Schindler et Vetropack. Un nombre relevant de petites et moyennes entreprises ayant des liens avec la Suisse sont également présentes en République tchèque, principalement dans l'industrie mécanique ou dans des secteurs de niche spécifiques. Quelques PME font également partie de la chaîne d'approvisionnement de l'industrie automobile. Au total, on recense plus de 130 entreprises suisses.

La bonne situation économique et le cadre favorable aux investissements étrangers a stimulé la présence suisse en Tchéquie. De manière générale, les investissements suisses sont relativement variés puisqu'ils peuvent se référer aussi bien à des nouvelles arrivées sur le marché tchèque, à des acquisitions, à des expansions ou encore à une diversification de l'activité. Concernant ce dernier point et à titre d'exemple il est à mentionner que certaines multinationales suisses ont choisi la République tchèque pour établir l'un de leurs centres de services fournissant des prestations dans les domaines de la technologie d'information, des finances, des ressources humaines, de l'approvisionnement par exemple à d'autres filiales du groupe dans le monde entier.

Quelques entreprises procèdent également à des investissements dans le domaine R&D. Mis à part quelques exceptions, il s'agit généralement d'investissements dans la recherche appliquée visant entre autres à développer encore des inventions respectivement des innovations ayant été engendrées ailleurs qu'en République tchèque, comme en Suisse par exemple. De manière générale, la bonne qualification de la main d'œuvre tchèque permet un échange continu d'informations instrumental à l'amélioration continue des biens et services offerts.

5 Promotion commerciale, économique et touristique

5.1 Instruments de la promotion économique extérieure

De manière générale, l'Ambassade de Suisse à Prague œuvre en faveur de la promotion commerciale, économique et touristique de la Suisse. Elle demeure à disposition des entreprises suisses pour toute question relative à la promotion économique extérieure. Cette disponibilité se décline sous différentes formes, allant par exemple d'une participation lors des événements organisés par les firmes (ouverture de bureaux ou de sites de production, visites d'haut niveau depuis la Centrale, etc.) à l'organisation d'occasions de réseautage ou encore en offrant son soutien en cas de différends avec les autorités tchèques.

L'association à but non lucratif «Switzerland Global Enterprise» n'est pas représentée par l'une de ses antennes en République tchèque. Néanmoins, elle a signé un accord de coopération avec la Chambre de commerce Suisse – République tchèque conférant à cette dernière un mandat de promotion commerciale. Ainsi, les compagnies suisses et du Lichtenstein souhaitant explorer le marché tchèque disposent d'un guichet à Prague à même de les soutenir dans leurs démarches.

Cette Chambre offre un large éventail de services et prestations tels que la mise à disposition d'informations à caractère générale ou spécifique, conseil à l'exportation ou soutien dans la recherche des partenaires locaux. De plus, elle organise plusieurs événements et/ou séminaires aussi bien de manière ponctuelle - par exemple en cas de changement législatifs - que récurrente comme lors du traditionnel déjeuner de travail organisé en marge de la foire internationale des machines à Brno à laquelle participent des nombreuses compagnies suisses année après année.

La collaboration entre l'Ambassade et la Chambre de commerce est bonne. La participation d'un membre de l'Ambassade aux réunions du Conseil d'administration de la Chambre, l'organisation conjointe d'événements tel que le déjeuner de travail à Brno mentionné ci-dessus, la participation des représentants de la Chambre aux visites des entreprises effectuées par l'Ambassadeur lors de ses déplacements dans les régions ainsi qu'une communication régulière visent à renforcer encore cette collaboration.

5.2 Intérêt de la République tchèque pour la Suisse

La promotion touristique est assurée par l'antenne pragoise de «Schweiz Tourismus» responsable pour la Tchéquie et la Slovaquie. Plusieurs activités de promotion sont organisées chaque année. Les bureaux de cette antenne sont situés auprès de la Chambre de commerce Suisse – République tchèque, la représentante de «Schweiz Tourismus» étant en même temps la directrice de la Chambre. Cette situation à l'avantage de favoriser des synergies et stimuler une certaine coopération. L'Ambassade soutient les activités de promotion touristique organisé par le bureau pragois.

La Suisse jouit de manière générale d'une excellente renommée en République tchèque et, avec sa nature, ses montagnes et ses paysages elle dispose d'atouts certains pour attirer les touristes tchèques qui sont également à la recherche de paix et tranquillité. Les chiffres sur le nombre d'arrivées depuis la République tchèque pour 2020 ne sont pas indicatifs et enregistrent bien évidemment une diminution importante (environ - 64%). La République tchèque, bien qu'elle soit un marché relativement petit, demeure intéressante à différents titres. La croissance économique influence positivement le pouvoir d'achat des ressortissants tchèques lesquels sont reconnus comme une clientèle fidèle. Des stratégies spécifiques pour attirer encore plus de touristes tchèques en Suisse sont mises en place.

La perception de pays cher influence de manière négative la possibilité de considérer la Suisse comme pays de destination pour des motifs d'éducation et formation. Le nombre limité de candidatures tchèques pour des bourses d'études universitaires de la Confédération présentées ces dernières années semble en effet l'attester. De plus, des représentants de certaines écoles privées semblent plutôt cibler les étrangers fortunés résidant en Tchéquie que les possibles clients autochtones.

Annexes

ANHANG 1

Wirtschaftsstruktur

	Jahr 2014	Jahr 2020
Verteilung des BIP		
Primärsektor*	2.4%	1.9%
Verarbeitende Industrie**	28.7%	26.1%
Dienstleistungen	54.2%	57.5%
- davon öffentliche*** Dienstleistungen	13.3%	15.3%

	Jahr 2014	Jahr 2020
Verteilung der Beschäftigung		
Primärsektor*	3.3%	3.0%
Verarbeitende Industrie**	28.6%	28.2%
Dienstleistungen	60.1%	61.1%
- davon öffentliche*** Dienstleistungen	17.9%	19.2%

Quelle(n): Tschechisches statistisches Amt, www.czso.cz (National Accounts)

*Primärsektor umfasst die Landwirtschaft, Forstwirtschaft und Fischerei

**Verarbeitende Industrie umfasst Bergbau und Förderung, Verarbeitungsindustrie, Energie- und Wasserwirtschaft

***Öffentliche Dienstleistungen umfassen öffentliche Verwaltung und Verteidigung, Bildung, Gesundheit und Sozialfürsorge

Bemerkung: Die Differenz zu 100% bildet der Bausektor (in der Tabelle nicht aufgeführt) und bei dem BIP die Nettosteuer auf Produkte (Differenz zwischen Produktsteuern und Produktsubventionen).

Die Definition einer öffentlichen Dienstleistung ist sehr grob und indikativ - nach Sektoren, in denen der Staat traditionell vorherrscht (was nicht bedeutet, dass private Akteure hier nicht eine Rolle spielen können, z. B. im Gesundheitssektor). Es wird z.B. die Kultur nicht berücksichtigt, wo es auch einige private Einheiten gibt.

Wichtigste Wirtschaftsdaten

	2019	2020	2021 (p.)	2022 (p.)
BIP (Mrd. USD)*	251	241	276	297
BIP/Einwohner (USD)*	23,539	22,578	25,731	27,609
BIP-Wachstum (% des BIP)*	2.3%	-5.6%	4.2%	4.3%
Inflationsrate (%)*	2.9%	3.2%	2.3%	2.0%
Arbeitslosigkeit (%)*	2.0%	2.7%	3.4%	3.2%
Staatsverschuldung (% des BIP)*	30.2%	37.6%	44.0%	48.0%
Leistungsbilanz (% des BIP)*	-0.3%	3.5%	0.9%	0.1%
Aussenschuld **	79			
Schuldendienst (% der Exporte)**	217			
Reserven (Importmonate)**	9.7			

*Quelle: IWF, World Economic Outlook (April 2021)

**Quelle: IWF, [Article IV Consultation](#) (Juin 2019; il est renoncé à mentionner les données 2020-2022)

Handelspartner

Jahr: 2020

Aussicht gemäss Aufenthaltsland

Platz	Land	Exporte (EUR, Mil.)	Anteil	Veränderung Vorjahr %	Platz	Land	Importe (EUR, Mil.)	Anteil	Veränderung Vorjahr %
1	Deutschland	54'922	32.7%	-3.3	1	Deutschland	34'841	23.3%	-11.7
2	Slowakei	12'828	7.6%	-5	2	China	27'034	18.1%	6.7
3	Polen	10'478	6.2%	-2.9	3	Polen	11'763	7.9%	-4
4	Frankreich	7'905	4.7%	13.7	4	Slowakei	6'119	4.1%	-13.2
5	Österreich	6'976	4.1%	-8.8	5	Italien	6'066	4.1%	-7.8
6	Niederlande	6'834	4.1%	1.3	6	Niederlande	4'358	2.9%	-6
7	Grossbritannien	6'816	4.1%	-15.1	7	Frankreich	4'332	2.9%	-12.6
8	Italien	6'499	3.9%	-4.3	8	Österreich	4'017	2.7%	-10.5
9	Ungarn	5'554	3.3%	-4.4	9	Ungarn	3'868	2.6%	1.6
10	Spanien	4'175	2.5%	-27	10	USA	3'774	2.5%	-10.1
16	Schweiz	2'607	1.5%	-4.6					
					18	Schweiz	1'495	1%	-0.4
	EU	140'491	83.5%	-5.8		EU	19'100	64.2%	-9.1
	Total	168'189	100%	-5.7		Total	149'556	100%	-6.8

Quelle(n): Ministerium für Industrie und Handel www.mpo.cz

Handelsentwicklung¹⁶

	Exporte (Mio. CHF)	<i>Variation</i> (%)	Importe (Mio. CHF)	<i>Variation</i> (%)	Saldo (Mio. CHF)	Volumen (in Mio)
2007	1823	26	1705	22	118	3528
2008	1854	2	1824	7	30	3678
2009	1479	-20	1721	-5	-242	3200
2010	1711	16	2126	24	-415	3837
2011	1568	-8	2153	1	-585	3721
2012*	1512	*)	2226	*)	-714	3738
2013	1471	-3	2197	-1	-726	3668
2014	1509	3	2295	4	-786	3804
(Total 1)**	(1452)	(1)	(2257)	(4)	(-805)	(3709)
2015 ***	1547	3	2356	3	-809	3903
(Total 1)**	(1469)	(1)	(2313)	(4)	(-844)	(3782)
2016 ***	1507	-2.7	2270	-3.7	-763	3777
(Total 1)**	1450	-1.4	2256	-2.5	-806	3706
2017 (I – XII)	1660	10	2462	8	-802	4122
2018 (I – XII)	1732	2.6	2575	4.4	-842	4307
2019 (I – XII)	1842	4.5	2756	7.0	-914	4598
2020 (I – XII)	1679	-8.9	2504	-9.1	-825	4183

*) Ab dem 01.01.2012 hat die EZV die Berechnungsmethode für die Importe und Exporte geändert. Infolgedessen sind Vergleiche zwischen 2012 und den vorhergehenden Jahren nicht mehr möglich.¹⁷

**) Total "Konjunktursicht" (Total 1): ohne Gold in Barren und andere Edelmetalle, Münzen, Edel- und Schmucksteinen sowie Kunstgegenständen und Antiquitäten

***) Variation (%) gegenüber Vorjahresperiode

Wichtigste Produkte (Total 2)¹⁸

Exporte	2019 (% vom Total)	2020 (% vom Total)
1. Pharmazeutische Erzeugnisse	29	29
2. Maschinen	29	26
3. Edelsteine, Edelmetalle, Bijouterie		9
4. Unedle Metalle und Waren daraus	9	9

Importe	2019 (% vom Total)	2020 (% vom Total)
1. Maschinen	35	34
2. Fahrzeuge, Flugzeuge, usw.	27	29
3. Unedle Metalle und Waren daraus	11	10

¹⁶ Quelle: [Eidgenössische Zollverwaltung EZV](#). Gesamttotal (Total 2): mit Gold in Barren und anderen Edelmetallen, Münzen, Edel- und Schmucksteinen sowie Kunstgegenständen und Antiquitäten. Das Total 2 vor 2012 enthält kein Gold, Silber und Münzen..

¹⁷ *Importe*: Verwendung des „**Ursprungslandprinzips**“ anstelle des „Erzeugungsländprinzips“. Das *Ursprungsland* bezeichnet jenes Land, in dem die Ware vollständig gewonnen oder überwiegend hergestellt wurde. Das *Erzeugungsländ* bezeichnete hingegen das Land, in welchem ein Produkt vor der Einfuhr in der Schweiz im freien Verkehr war.
Exporte/Importe: Die **Aussenhandelszahlen werden mit Gold, Silber und Münzen** nach Ländern aufgeschlüsselt und als Bestandteil der Schweizer Aussenhandelsstatistik (Gesamttotal) in der online Datenbank [Swiss-Impex](#) integriert.

¹⁸ Gesamttotal (Total 2): mit Gold in Barren und anderen Edelmetallen, Münzen, Edel- und Schmucksteinen sowie Kunstgegenständen und Antiquitäten (Eidgenössische Zollverwaltung)

Hauptinvestoren nach Land

Jahr: 2020*

Platz	Land	Direktinvestitionen Bestand EUR Mill	Anteil in %	Veränderung in % (Bestand)	Flüsse 2020 EUR Mill
1	Niederlande	27'222.66	17.22	-2.24	-623.89
2	Luxembourg	26'796.76	16.95	3.39	878.97
3	Deutschland	22'856.36	14.46	0.77	173.81
4	Österreich	16'787.25	10.62	4	645.78
5	Frankreich	10'266.12	6.5	-3.31	-351.85
6	Schweiz	6'269.95	3.97	6.55	385.51
7	Zypern	5'465.44	3.46	6	309.48
8	Slowakei	5'050.55	3.2	8.31	387.49
9	Italien	4'500.29	2.85	4.12	178.21
10	Grossbritannien	4'743.42	3	10.85	464.47
...	Andere	28'092.42	17.77	12.29	3'075.09
...	EU 28	139'421.24	88.21	2.96	4'003.12
	Total	158'051.22	100	3.62	5'523.06

Quelle(n): www.cnb.cz

*Les données provisoires publiées par la Banque nationale tchèque sont mises à jour régulièrement. Des écarts significatifs entre les informations contenues dans ce document et les données provisoires dynamiques sont donc possibles. Les données définitives pour l'année 2020 ne seront disponibles qu'en 2022.